

APPEL A PROPOSITION 2016

FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI ET DES PUBLICS EN DIFFICULTES PARTICULIERES D'INSERTION

Dispositif : FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI ET DES PUBLICS EN DIFFICULTES PARTICULIERES D'INSERTION (6.10.2)

Fonds européen concerné : FSE

Objectif spécifique : Augmenter le niveau de qualification des lorrains demandeurs d'emploi et des publics présentant des difficultés particulières d'insertion

1. Actions éligibles :

Permettre l'acquisition de compétences pour accéder à la qualification et/ou préparer l'accès à un niveau supérieur

Ces actions ont pour objectif d'accroître le niveau de compétences des demandeurs d'emploi pour améliorer leur employabilité.

Les actions éligibles sont celles dont le but est d'accroître les compétences des Lorrains, avec une possibilité d'acquérir un titre ou un diplôme. Toutes les actions ne viseront cependant pas nécessairement l'obtention d'un diplôme. En effet, la stratégie régionale de formation se base sur une conception fondée sur la reconnaissance des compétences et des aptitudes, conformément aux attentes des professionnels des secteurs concernés. Une attestation de compétences acquises lors de stages peut avoir la même valeur qu'un diplôme dans certaines professions, reconnaissant surtout les gestes métiers et les savoirs faire transmis par les professionnels.

Il s'agira donc de former les Lorrains à des techniques, procédés, gestes et savoirs faire nécessaires à un métier, avec systématiquement une application en entreprise.

Pourront, notamment, être soutenues à ce titre les actions à vocation préqualifiantes et qualifiantes, les formations aux compétences-clés, les actions de formation des personnes sous-main de justice etc.

Soutenir la mobilité transfrontalière des demandeurs d'emploi dans le cadre de leur parcours de formation :

Ces actions ont pour objectif de favoriser une insertion ou une réinsertion professionnelle plus rapide et plus qualitative des demandeurs d'emploi lorrains grâce aux compétences acquises pendant la période de mobilité dans un autre pays européen.

Les actions pouvant être soutenues concerneront la réalisation de stages de formation professionnelle dans une entreprise d'un autre pays européen pour les demandeurs d'emploi lorrains. Le public éligible sera constitué de demandeurs d'emploi sans diplôme ou avec un bas niveau de qualification, avec une priorité donnée aux participants :

- diplômés depuis plus d'un an ;
- âgés de 50 ans et plus ;
- sans emploi depuis au moins 6 mois.

2. Budget indicatif :

54,28 M€

3. Bénéficiaires :

- collectivités territoriales et leurs groupements
- organismes de formation
- chambres consulaires
- associations

4. Taux maximum d'intervention :

60%

Le taux appliqué à chaque opération sera déterminé en fonction de l'intérêt de celle-ci, des ressources budgétaires disponibles, ainsi que des réglementations communautaires et nationales pouvant notamment imposer un taux minimum d'autofinancement, un taux maximum d'aide publique, etc.

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat.

5. Montant minimum à solliciter :

Sans objet

6. Gouvernance :

Pas d'instances spécifiques de gouvernance

7. Critères de sélection :

Votre projet sera examiné au regard des critères de sélection suivants :

a. La cohérence avec la stratégie du PO :

Les opérations devront être en cohérence avec la stratégie du programme opérationnel (section 1 du document validé le 11/12/2015). Cette stratégie repose sur les priorités suivantes :

- Accompagner l'évolution de l'économie Lorraine vers une économie compétitive et décarbonnée
- Encourager la transition énergétique et la protection de l'environnement dans une logique de croissance durable
- Soutenir l'économie par la montée en compétence des travailleurs lorrains
- Promouvoir l'équité et la compétitivité des territoires

b. La contribution du projet à l'atteinte de l'objectif spécifique du dispositif :

Une importante part des demandeurs d'emploi lorrains sont fragilisés sur le marché du travail du fait de leur faible niveau de qualification, voire de l'absence de savoirs de base. Ces faiblesses de qualification allongent la durée des périodes de chômage et augmentent donc la précarité de ces publics. Il est nécessaire de permettre à l'ensemble de ceux-ci une montée en qualifications et en compétences, afin de renforcer leur employabilité et ainsi contribuer à faire diminuer le taux de chômage.

c. Le respect des principes directeurs de sélection propres à chaque dispositif

- Ces actions de formation devront répondre aux besoins des entreprises afin de permettre l'adéquation des emplois et compétences
- pertinence par rapport aux politiques régionales développées en matière d'accompagnement et d'insertion des jeunes en difficulté et des demandeurs d'emploi ;
- pertinence de l'ingénierie de parcours pour tenir compte de la spécificité des publics, dont les parcours antérieurs des seniors, et exploiter au mieux la richesse de la mixité des publics.
- pertinence de la formation présentée par rapport au diagnostic territorial réalisé si la formation répond à un besoin du territoire OU aux besoins régionaux exprimés par les acteurs économiques s'il s'agit d'une formation de plus grande envergure ;
- le porteur devra montrer son implication dans le domaine de la formation choisie, sa parfaite connaissance des exigences des professionnels concernés ainsi que la mise à jour des habilitations et certifications nécessaires à la montée en qualification des demandeurs d'emploi (ex : habilitation HACCP - Analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise dans la restauration).

d. La contribution du projet à l'atteinte des objectifs des indicateurs

Les projets soutenus devront permettre d'atteindre tout ou partie des indicateurs de réalisation et de résultat ici listés.

Tableau : Indicateurs de résultats spécifiques au programme par objectif spécifique

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
15	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	Nombre de personnes	Région en transition	5095	2014	4 844	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information	Annuelle
16	Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Nombre de personnes	Région en transition	9736	2014	9 257	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
17	Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation	Nombre de personnes	Région en transition	3407	2014	3 240	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle

Tableau : Les indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme (concernent les deux objectifs spécifiques)

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
					T		
1	Chômeurs, y compris chômeurs de longue durée	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	44 550	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
2	Chômeurs de longue durée	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	14 141	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
3	Personnes inactives	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	2 179	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
6	Moins de 25 ans	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	22 984	Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle

7	Plus de 54 ans	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	1 278	<i>Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)</i>	Annuelle
9	Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2)	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	16 960	<i>Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)</i>	Annuelle
10	Titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	22 300	<i>Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)</i>	Annuelle
16	Participants handicapés	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	1 300	<i>Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)</i>	Annuelle
17	Autres personnes défavorisées	Nombre de personnes	FSE	Région en transition	6 379	<i>Bilan des projets FSE soutenus (Système d'Information régional, ...)</i>	Annuelle

e. La capacité administrative et financière du porteur :

- La capacité financière du porteur de projet
- L'existence d'une comptabilité analytique ou de tout autre système de comptabilité distinct,
- Les moyens humains et les outils dédiés à la gestion du projet
- Le bilan administratif et financier des demandes de subventions européennes antérieures effectuées par le porteur

Critères d'exclusion du porteur de projet (liste non exhaustive) : faillite, liquidation, procédure judiciaire, cessation d'activité, conflits d'intérêt, non-paiement des cotisations....

Le service instructeur s'appuiera sur des avis techniques et juridiques auprès de services internes ou externes.

8. Calendrier année 2016 :

Comité régional de Pré- Programmation
Avril 2016
Les prochaines instances seront déterminées en fonction du calendrier des CP 2016

Programmation en Commission Permanente (CP)
A venir

9. Service instructeur et contact :

<p>Conseil Régional d'Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine Pôle Europe – Secteur FEDER-FSE Service FSE <u>aurelien.geng@lorraine.eu</u></p>
--